

CAMPAGNE DE PLAIDOYER POUR FAVORISER L'ACCÈS DES FEMMES LIBANAISES AU PARLEMENT

Association coordinatrice

Women in Front (WIF) - Liban

Association partenaire

Lobby européen des femmes (LEF) - Belgique

Zone ciblée

Liban

Contexte

Selon le ministère de l'Intérieur et des Municipalités du Liban, la représentation des femmes dans les organes politiques au Liban est l'une des plus faibles au monde. Bien que le gouvernement libanais ait approuvé le quota de 30% pour les femmes après la conférence de Beijing, le système de quotas n'a jamais été mis en œuvre. WIF, en collaboration avec de nombreuses ONG libanaises, a élaboré une étude qui propose différents scénarios de quotas féminins à mettre en œuvre dans la nouvelle loi électorale qui actuellement discutée par le Parlement pour les élections législatives de 2017. De nombreux efforts ont été faits en termes de lobbying auprès des députés et des parties prenantes. Cependant, le manque de sensibilisation de la population, en particulier des femmes, sur le quota a été identifié comme l'un des plus grands obstacles à la mise en œuvre du système de quota.

Objectif

Mener une campagne de plaidoyer en faveur du système du quota et sensibiliser le grand public aux avantages de ce système comme mesure temporaire pour accroître la représentation des femmes en politique.

Activités

L'activité principale de cette campagne est la production et la diffusion massive de plusieurs vidéos destinées à tous les électeurs et électrices âgé(e)s de plus de 21 ans de toutes les régions libanaises, notamment sur les réseaux sociaux. La campagne sera soutenue par le bureau du PNUD - Lebanese Elections Assistance Project (LEAP) au Liban et la coalition «Femmes au Parlement», qui regroupe plus de 150 ONG.

Date de début

Décembre 2016

Lien pour plus d'information

<https://www.facebook.com/womeninfront>

**** Cette campagne s'inscrit dans le cadre du projet CSO WINS « Renforcer les capacités dans le sud de la Méditerranée pour ouvrir le dialogue et le suivi des politiques pour les femmes dans la société », financé par l'Union européenne et coordonné par l'Institut européen de la Méditerranée.

En partenariat avec:



Projet financé par
l'Union européenne